

CONSEIL D'ADMINISTRATION
SÉANCE DU 13 DÉCEMBRE 2024
DÉLIBÉRATION N°2024-43

Le 13 décembre 2024 à 14h, le conseil d'administration de l'Institut d'Études Politiques de Bordeaux s'est réuni sous la présidence de Mathieu Gallet.

Étaient présents :

Membres ayant voix délibérative	M. Lartigueau	M. Pujolar	Mme Bosdecher
	M. Gallet	M. Compagnon	M. Déloye
	Mme Duchesne	M. Tiberj	Mme Lecis Cocco Ortu
	Mme N'Diaye	Mme Pistre	Mme Duval
	M. Ballet	M. Froment	Mme Hébert
	M. Lefèvre	M. Leys	M. Etcheçarreta
	M. Ferrié		
Es qualités	M. Darbon	Mme Ammar-Khodja	M. Barreault
	M. Jardinié	Mme Couderc	
Absents ayant voix délibérative et ayant donné procuration	Mme Bertrand Dorléac (à M. Gallet)	Mme Colin (à Mme Bosdecher)	Mme Cuvier (à M. Froment)

	Mme Gaudin (à Mme Lecis Cocco Ortu)	M. Gauthier (à M. Ballet)	Mme Ollivier-Gouagna (à M. Lefèvre)
	Mme Païro (à Mme Hébert)	Mme Papin (à M. Lartigau)	M. Potier (à M. Gallet)
	M. Rouger (à Mme Pistre)	Mme Nakanabo Dialo (à Mme N'Diaye)	
Absents n'ayant pas donné procuration			

**ACTUALISATION ANNUELLE DU RÉFÉRENTIEL D'ÉQUIVALENCES HORAIRES ET
D'ACTIVITÉS PÉDAGOGIQUES ET ADMINISTRATIVES APPLICABLE AUX
ENSEIGNANTS-CHERCHEURS, AUX ENSEIGNANTS ET PERSONNELS ASSIMILÉS DE
L'INSTITUT D'ÉTUDES POLITIQUES DE BORDEAUX**

2024-2025

Vu les articles 20 et 22 du décret n°89-902 du 18 décembre 1989 relatif aux Instituts d'Études Politiques dotés d'un statut d'établissement public administratif associés à une université ou à une communauté d'universités et établissements ;

Vu le code général de la fonction publique ;

Vu le décret n°84-431 du 6 juin 1984 modifié fixant les dispositions statutaires communes applicables aux enseignants-chercheurs et portant statut particulier du corps des professeurs des universités et du corps des maîtres de conférences, notamment son article 7 ;

Vu le décret n° 85-733 du 17 juillet 1985 modifié relatif aux maîtres de conférences et professeurs des universités associés ou invités ;

Vu le décret n°72-580 du 4 juillet 1972 relatif au statut particulier des professeurs agrégés de l'enseignement du second degré ;

Vu le décret n°93-461 du 25 mars 1993 modifié relatif aux obligations de service des personnels du second degré affectés dans les établissements d'enseignement supérieur, notamment son article 2 ;

Vu le décret n°88-654 du 7 mai 1988 relatif au recrutement d'attachés temporaires d'enseignement et de recherche dans les établissements publics d'enseignements supérieur ;

Vu le décret n°2009-464 du 23 avril 2009 modifié relatif aux doctorants contractuels des établissements publics d'enseignement supérieur ou de recherche ;

Vu la loi n°2016-483 du 20 avril 2016 relative à la déontologie et aux droits et obligations des fonctionnaires, et notamment son article 9 ;

Vu le décret n°2000-815 du 25 août 2000 modifié relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique d'État et dans la magistrature ;

Vu le décret n°90-50 du 12 janvier 1990 modifié instituant une prime d'administration et une prime de charges administratives attribués à certains personnels de l'enseignement supérieur ;

Vu l'arrêté ministériel du 31 juillet 2009 approuvant le référentiel d'équivalences horaires ;

Vu le code de l'éducation ;

Vu le décret n°86-83 du 17 janvier 1986 relatif aux dispositions générales applicables aux agents contractuels de l'État et notamment ses titres III à V ;

Vu le décret n° 2021-1895 du 29 décembre 2021 modifié portant création du régime indemnitaire des personnels enseignants et chercheurs ;

Vu l'avis du Comité Social d'Administration du 3 décembre 2024 ;

DÉCIDE

Article unique :

Le référentiel d'équivalences horaires et d'activités pédagogiques et administratives de l'Institut d'Études Politiques de Bordeaux et ses annexes, applicable pour l'année universitaire 2024-2025 modifié et joint à la présente délibération, est approuvé.

Après en avoir délibéré,

Effectif statutaire du CA	30
Membres en exercice	30
Nombre de présents et d'excusés ayant donné procuration au moment du vote	30
Nombre d'abstentions	0
Nombre de voix pour	30
Nombre de voix contre	0

La présente délibération est adoptée.

Les dispositions de la présente délibération prennent effet dans un délai de quinze jours à compter de leurs réceptions par le Rectorat de l'Académie de Bordeaux, à moins que celui-ci n'en autorise l'exécution immédiate. Elle sera publiée conformément aux dispositions relatives à la publication des actes à caractère réglementaire. Elle est affichée de manière permanente au sein du Bureau B218, 11 Allée Ausone, 33 607 Pessac Cedex et est accessible sur le site internet de l'établissement.

Elle pourra faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Bordeaux dans un délai de deux mois à compter de sa transmission au Rectorat de l'Académie de Bordeaux et de sa publication.

